

Des fours à briques moins voraces en énergie

Les briqueteries artisanales sont une source importante de gaz à effet de serre en Amérique latine. Un programme régional de la DDC veut renforcer l'efficacité énergétique de leurs fours, afin d'atténuer le changement climatique. Cette adaptation technologique devrait aussi améliorer la qualité de l'air et augmenter les revenus des producteurs.



Swisscontact (2)

Une longue expérience

La DDC s'emploie depuis de nombreuses années à améliorer l'efficacité énergétique de la cuisson des briques. Dès 1996, elle a contribué à la diffusion en Asie d'un modèle d'origine chinoise, le four à briques vertical (VSBK). Les premières expériences ont été faites en Inde : une fois adapté aux conditions locales et amélioré, le VSBK a été construit à plus d'une centaine d'exemplaires. Par la suite, la DDC a élargi ce programme au Népal, au Viêt-nam, à l'Afghanistan et au Pakistan. Un projet similaire vient de démarrer en Afrique du Sud. La construction d'un tel four coûte entre 60 000 et 100 000 dollars. Ce prix est malheureusement trop élevé pour les petits producteurs participant au programme lancé en Amérique latine.

Comme d'autres pays d'Amérique latine, le Mexique (ci-dessus) et la Colombie (à droite) comptent une multitude de briqueteries artisanales. Souvent, toute la famille travaille bénévolement dans l'entreprise.

(jls) Les fours à briques foisonnent à la périphérie des grandes villes latino-américaines. Ils se dressent fréquemment au milieu des quartiers d'habitation. On aperçoit de loin ces constructions en maçonnerie, d'où s'échappe une épaisse fumée noire. Leur conception n'a pas changé depuis des millénaires : le foyer se trouve à la base d'une large tour carrée ou cylindrique, ouverte vers le ciel, dans laquelle on entasse les briques à cuire. Ces installations sont très peu efficaces sur le plan énergétique. L'absence de cheminée, associée à une méthode de cuisson archaïque, engendre une forte déperdition de chaleur. Quand ils n'ont pas les moyens d'acheter du bois, les briquetiers n'hésitent pas à y brûler des combustibles bon marché mais hautement polluants, comme des vieux pneus, du plastique, du fumier, des huiles usagées ou d'autres déchets. La pollution de l'air met en péril leur santé et celle des populations environnantes.

Un défi global

Les briqueteries artisanales couvrent jusqu'à 50% de la demande du marché. Ce sont généralement des entreprises familiales et informelles qui emploient moins de dix personnes. Le niveau de vie des travailleurs est très précaire, avec un salaire qui oscille entre 90 et 180 dollars par mois selon les pays. Certains producteurs ne s'en sortent que dans la mesure où toute leur famille travaille dans l'entreprise sans être rémunérée.

La DDC a lancé l'année dernière un programme régional visant à améliorer l'efficacité énergétique des briqueteries artisanales en Amérique latine. Elle intervient simultanément en Argentine, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Pérou. «Le changement climatique ne connaît pas de frontières. Pour avoir un véritable impact sur cette problématique, il faut l'aborder de manière aussi large que possible», explique

Janine Kuriger, chargée de programme à la DDC. Les sept pays visés comptent 48 000 briqueteries qui rejettent chaque année 6 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES). Des expériences passées ont montré que l'adaptation technologique des fours traditionnels permet de réduire de 30% ces émissions.

Des technologies efficaces et abordables

D'ici 2013, des actions pilotes seront menées en collaboration avec 970 briqueteries ainsi que d'autres acteurs publics et privés. Des experts vont élaborer et mettre en œuvre de nouveaux concepts technologiques. Plusieurs formules différentes verront probablement le jour, car la situation varie d'un pays à l'autre. « Nous cherchons des technologies qui soient adaptées aux conditions locales et aux possibilités financières des entrepreneurs », souligne Janine Kuriger. Les nouveaux fours comporteront des cheminées et des chambres interconnectées afin de récupérer la chaleur. Les producteurs devront renoncer à utiliser des combustibles excessivement polluants.

Une plate-forme régionale assure l'échange d'expériences et de connaissances entre les pays participants, mais aussi avec l'Asie et l'Afrique. La DDC entend en effet promouvoir la coopération Sud-Sud, car le problème des briqueteries existe dans tous les pays en développement.

Hausse des salaires en vue

Hormis son effet positif sur le climat, la construction de fours plus efficaces présente également un intérêt économique. Il faudra moins de combustible pour cuire la même quantité de briques, la durée de cuisson sera réduite et le produit final de

« Le changement climatique ne connaît pas de frontières. »

meilleure qualité. Par conséquent, les briquetiers pourraient voir leurs revenus augmenter de 10%. « L'argument économique est déterminant, relève Janine Kuriger. Aucun propriétaire ne va changer son four dans le seul but d'atténuer le changement climatique. En revanche, cela devient intéressant pour lui s'il sait qu'un tel investissement sera rentable. »

Ce concept technologique fera partie d'un modèle

intégral de gestion des briqueteries, qui inclut également des composantes économiques et sociales. Ainsi, il est prévu de renforcer les capacités des entrepreneurs en matière de gestion et de commercialisation. En outre, une analyse du marché de la construction devrait leur permettre de mieux répondre à la demande. Les briquetiers seront également encouragés à rejoindre le système formel. Sur le plan social, un travail de sensibilisation sera mené pour limiter le travail des enfants et promouvoir l'égalité hommes-femmes.



Sur le marché du carbone

Une fois que les modèles pilotes auront été expérimentés, le programme les reproduira à grande échelle dans les sept pays concernés. Il a l'ambition de toucher quelque 24 000 briqueteries. Dans cette perspective, la DDC cherche d'ores et déjà à établir un mécanisme de financement durable. La vente de crédits-carbone est l'une des options envisagées. « Nous sommes en train d'examiner s'il est possible d'actionner les mécanismes créés par le Protocole de Kyoto, bien que les briqueteries soient très petites, informelles et disséminées sur plusieurs pays. » Sur les marchés internationaux du carbone, les pays du Nord peuvent en effet compenser leurs émissions de GES en finançant des projets dans le Sud qui contribuent à atténuer le changement climatique. Si les briquetiers latino-américains trouvent de tels investissements, ils pourront amortir l'achat de leurs fours. ■

Des gaz et des catastrophes

L'Amérique latine est responsable de 12% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Le gaz carbonique (CO₂) libéré par la déforestation représente 46% des GES rejetés par la région et celui provenant de la consommation d'énergies fossiles 26%. Les autres GES (en particulier le méthane et le protoxyde d'azote) forment les 28% restants. Ils sont émis par le secteur agricole, l'élimination des déchets et l'industrie. L'Amérique latine subit de plein fouet le changement climatique, qui se manifeste notamment par la multiplication d'événements météorologiques extrêmes, la fonte des glaciers et la propagation de maladies tropicales.